



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SÉR d'Ankara
Semaine du 13 avril 2026 (n° 471)

Faits régionaux marquants

- ❖ **Turquie** : Révision des perspectives à la baisse (FMI, Fitch)
- ❖ **Azerbaïdjan** : Repli de l'activité au T1
- ❖ **Géorgie** : Le FMI conclut sa mission Article IV

CHIFFRE À RETENIR

27,5 %

Anticipation d'inflation pour fin-2026 des professionnels turcs de la finance interrogés par la Banque centrale en [avril](#). Comparé au chiffre de mars (25,4 %), la progression est significative (+2,1 pp.) et constitue la plus forte révision haussière mensuelle depuis septembre 2023.

Zoom – La filière automobile turque sous pression

Secteur clé de l'économie turque, l'industrie automobile dispose d'une capacité installée de ±2,2 millions de véhicules, constitue le premier secteur exportateur du pays [selon](#) l'Association des exportateurs de Turquie (15,1 % du total des exportations, à 41,5 Mds USD en 2025) et emploie plus de 550 000 personnes (1,8 % de l'emploi total) selon l'Association de l'industrie automobile ([OSD](#)). Avec 1,4 M de véhicules produits en 2024, la Turquie se classe 13^{ème} producteur mondial de véhicules légers et 5^{ème} au niveau européen – derrière la France (4^{ème}) ; devant le Royaume-Uni (6^{ème}).

Depuis le début de l'année 2026 le secteur observe un repli, tant du côté de la production que des exportations :

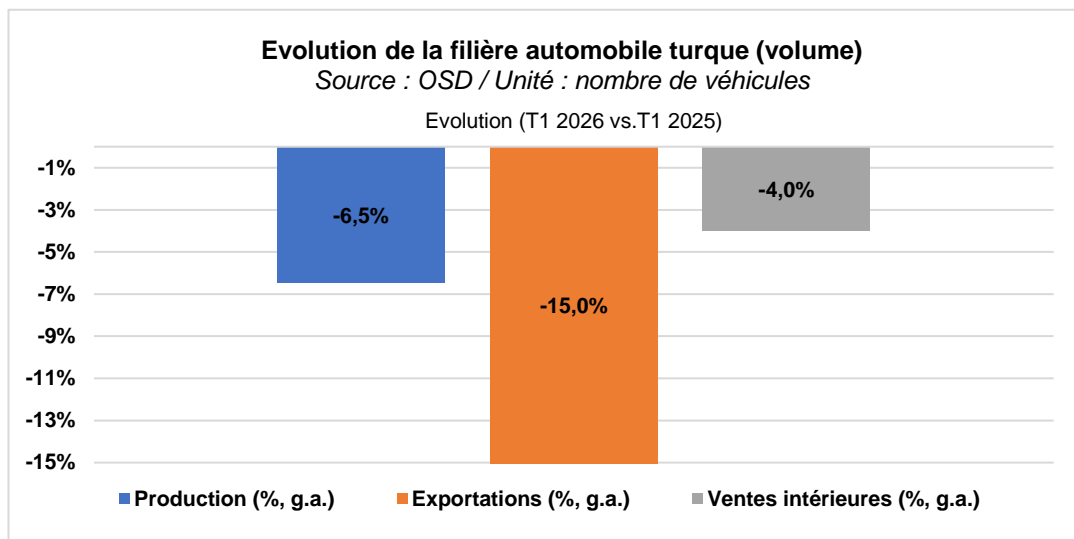
- **Au 1^{er} trimestre (T1) 2026, la production cumulée de véhicules décroche en Turquie par rapport au T1 2025** : -6,5 % g.a. à 322 000 unités (vs. 344 000), une dynamique largement tirée par le net repli de la production de voitures particulières (-17,9 % g.a. à 181 000 unités, contre 221 000 à la même période l'année passée) – la baisse est la plus marquée au mois de mars (60 500 voitures produites, soit -23,8 % g.a.). A l'inverse, la production de véhicules utilitaires progresse au T1 2026 (+14,6 % g.a., à 141 000 unités).
- **Pour les exportations, le constat est le même** : au [1^{er} trimestre 2026](#), les exportations de véhicules reculent de 15,1 % (215 300 unités) par rapport au T1 2025, la baisse mensuelle étant la plus marquée en mars (71 000 véhicules exportés, - 25,7 % g.a.). A noter néanmoins qu'en valeur les exportations progressent au T1 2026 (+3,3 % à 9,7 Mds USD). Les exportations vers les principaux marchés européens (±70 % des exportations en valeur) reculent, notamment à destination de l'Allemagne (-6,2 % ; *1^{er} marché en valeur de l'industrie automobile turque à l'export, 13,7 % du total en 2025*).

Les ventes de véhicules se sont elles aussi repliées début 2026. Selon les [données](#) de l'Association de la mobilité et des distributeurs automobiles (ODMD), les ventes totales de véhicules sur le marché turc se sont contractées de 3,9 % au T1 2026 par rapport à l'année passée, à 265 400 véhicules contre 276 300 au T1 2025 – (*cf. infra « Turquie : La production de biens et services rebondit, les ventes ralentissent »*). Le repli des voitures (-5,9 % g.a. à 210 700 unités) explique cette baisse, tandis que le segment des véhicules utilitaires légers (VUL) est lui en progression (+4,2 % à 54 700 unités). A contre-courant, les ventes de véhicules 100 % électriques

augmentent (38 400 unités au T1 2026, +30,0 % en g.a.) et leur part de marché progresse significativement (18,2 % vs. 13,2 % l'année passée) dans un contexte marqué par la flambée des prix des carburants (+9,5 % en moyenne en mars en Turquie).

Selon le président de l'Association de l'industrie automobile (OSD) Cengiz Eroldu, la compétitivité de la Turquie sur le segment automobile s'érode rapidement depuis 2 ans du fait de l'appréciation réelle de la TRY (+27,0 % depuis 2022), qui accentuerait la pression sur les exportateurs. L'Afrique du Nord – principalement le Maroc – comme un risque concurrentiel majeur pour la Turquie, en raison de gains de compétitivité-coûts considérés comme plus importants.

En dépit d'évolutions contrastées, la filière automobile turque dispose d'un potentiel de croissance notable du côté de la demande et de l'offre. Comparée à ses pairs européens, le pays demeure à date un pays faiblement motorisé : en 2024, on y dénombrait 189 voitures par millier d'habitant contre en moyenne 578 dans l'UE-27 selon [Eurostat](#) ; chez les voisins directs de la Turquie, les niveaux sont également bien supérieurs ([Géorgie](#) : 414 ; [Bulgarie](#) : 484 ; [Grèce](#) : 579, etc.), témoignant d'un potentiel de croissance significatif de la demande. Par ailleurs, la part des véhicules produits localement parmi les véhicules vendus sur le marché turc progresse tendanciellement : à 33,3 % au T1 2026 (dont voitures : 36,0 % [+4,0 pp.] ; VUL : 23,2 % [+1,6 pp.]), soit 3,3 pp. de plus que l'année passée – à 30,0 % au T1 2025 (dont voitures : 32,0 % ; VUL : 21,6 %).



Macroéconomie et finance

Turquie : FMI, Banque mondiale et Fitch revoient leurs perspectives à la baisse

Dans son [rapport](#) « *L'économie mondiale menacée par la guerre* » présentant ses perspectives économiques de printemps, le FMI a mis à jour ses prévisions de croissance et d'inflation pour l'économie mondiale dans son ensemble ainsi que pour la Turquie. Par rapport à ses prévisions de [janvier](#), et principalement en raison des conséquences adverses du conflit en cours, le FMI anticipe une [croissance](#) mondiale plus faible que prévu en 2026 à 3,1 % (-0,2 pp.) et à 3,9 % dans les économies émergentes (-0,3 pp.); [l'inflation](#) serait également en hausse, à 4,4 % (+0,6 pp.). La Banque mondiale [prévoit](#) quant à elle une croissance de 2,1 % en 2026 pour la région Europe et Asie centrale, une révision de -0,1 pp.

Concernant la Turquie : (i) le FMI table sur un net ralentissement de la croissance : 3,4 % en 2026, soit -0,8 pp. par rapport au niveau estimé dans son rapport de janvier et l'inflation moyenne est quant à elle sensiblement revue à la hausse, à 28,6 % (+2,7 pp. par rapport aux prévisions du [rapport Article IV](#) de février); (ii) La Banque mondiale effectue une révision plus sévère encore, abaissant la croissance attendue en 2026 à 2,8 %, soit -0,9 pp. par rapport à son estimation de janvier, indiquant que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires attendue suite au conflit pèserait significativement sur la consommation.

Dans le même temps, l'agence de notation Fitch Ratings a [abaissé](#) la perspective de la Turquie de « Positive » à « Stable » le 10 avril 2026, tout en confirmant la note souveraine à « BB- ». Selon l'agence, cette révision – qui a été prise en dehors du calendrier habituel – est consécutive à la baisse significative des réserves de change de la Banque centrale (TCMB), due à ses interventions massives sur le marché des changes pour défendre le cours de la livre turque (TRY) à la suite des récentes tensions géopolitiques liées au conflit avec l'Iran (cf. *infra*, section « *Marché financiers turcs* »).

Turquie : Le déficit budgétaire continue de se résorber en mars

Selon le rapport budgétaire de mars [publié](#) par le ministère du Trésor et des Finances, en raison d'une progression des recettes budgétaires (+60,6 % g.a., à 1 200 Mds TRY soit 22,7 Mds EUR) toujours plus dynamique que celle des dépenses (+42,1 %, à 1 500 Mds TRY, soit 28,4 Mds EUR), le déficit budgétaire du gouvernement central se résorbe de nouveau en mars (-12,1 % g.a., à 229,9 Mds TRY soit 4,4 Mds EUR), après qu'un excédent (exceptionnel) ait été dégagé en février (cf. [BETAGT n°468](#)). Également, le solde primaire s'affiche de nouveau en excédent en mars (+6,1 Mds TRY soit 120,0 MEUR) – tout comme en janvier (+241,9 Mds TRY) et en février (+208,1 Mds TRY).

En cumulé au premier trimestre (T1) 2026 : (i) le [déficit budgétaire](#) s'affiche en recul de 40,9 % par rapport à la même période de l'année dernière (T1 2025) : à -420,0 Mds TRY (soit 7,9 Mds EUR contre -710,8 Mds TRY ; et (ii) le [solde primaire](#), qui avait enregistré un déficit de 246,9 Mds TRY au T1 2025, affiche désormais un excédent de 456,0 Mds TRY (soit 8,6 Mds EUR). Le déficit budgétaire observé au T1 2026 correspond ainsi à 15,5 % de l'objectif établi pour 2026 (-2721,7 Mds TRY).

A noter qu'en mars, les recettes de la taxe spéciale à la consommation (ÖTV/SCT) collectée sur les produits pétroliers et gaziers s'est établie à 36,0 Mds TRY (±680,0 MEUR), soit un recul de 22,2 % par rapport son niveau de février (44,0 Mds TRY), conséquence logique de la mise en œuvre du mécanisme « *esel-mobil* » début mars, qui vise à absorber jusqu'à 75 % de la hausse des prix à la pompe en réduisant d'autant le niveau de l'ÖTV sur les carburants.

Turquie : La dégradation du déficit courant s'est poursuivie en février

Le déficit courant [communiqué](#) par la Banque centrale s'établit à 7,5 Mds USD en février, en hausse de 43,8 % (g.a), atteignant son niveau le plus élevé depuis avril 2025. Sur 12 mois glissants, le déficit se creuse à 35,4 Mds USD, contre 33,2 Mds USD en janvier, confirmant la dégradation continue de la tendance.

Cette évolution s'explique principalement par l'élargissement du déficit commercial, en hausse de 36,6 % g.a à 7,5 Mds USD, combiné à un recul des recettes nettes de services (-11,1 % g.a à 2,0 Mds USD), leur plus bas niveau depuis février 2022. À l'inverse, la baisse des importations nettes d'énergie (-13,2 % en g.a) limite partiellement la détérioration, tandis que le déficit hors énergie et or reste contenu à 1,5 Md USD, stable par rapport au mois précédent.

Du côté du financement, les entrées de portefeuille ralentissent nettement (780 MUSD après 8,4 Mds USD en janvier), et les réserves de change chutent de 10,6 Mds USD, en lien avec des sorties élevées du poste « erreurs et omissions » (6,5 Mds USD).

Le point bas de février présente une perspective préoccupante – avant même la prise en compte des effets du conflit – alors que l'ensemble des prévisionnistes tablent sur une forte dégradation du déficit courant dès mars suite à la crise régionale et la remontée des cours des hydrocarbures (pétrole/gaz).

Turquie : La production de biens et services rebondit, les ventes ralentissent

Selon les données publiées par TUIK, les indices de production [industrielle](#) et de [services](#) ont rebondi en février : ils progressent de respectivement +2,2 % (g.a.) et +2,3 % (g.a.), après avoir tous deux connus récemment une contraction – repli de 2,0 % (g.a.) mensuel sur les deux derniers mois pour la production industrielle et creux à -0,4 % (g.a.) pour les services en janvier.

Dans le même temps, l'indice des [ventes commerciales](#) a marqué le pas en février : il croît de seulement 4,0 % (g.a.) – après 7,9 % (g.a.) en janvier, -3,9 pp – soit sa plus faible croissance mensuelle enregistrée depuis juillet 2024. Ce ralentissement est surtout porté par la contraction des ventes dans le secteur automobile (-1,5 % g.a. contre +13,6 % g.a. en janvier), tandis que le segment des ventes au détail demeure dynamique (+15,6 % g.a. après +18,8 % en janvier).

Azerbaïdjan : Repli de l'activité et contraction du commerce extérieur au T1

Selon le Comité d'Etat des statistiques, le [PIB nominal](#) de l'Azerbaïdjan recule de 0,3 % en g.a au premier trimestre 2026 pour s'établir à 29,7 Mds AZN (soit 17,5 Mds USD), reflétant une baisse de 1,2 % du secteur pétro-gazier, seulement partiellement compensée par une progression limitée du secteur hors hydrocarbures (+0,2 %). Dans le même temps, [l'inflation](#) atteint 5,7 % en g.a, tirée principalement par les prix alimentaires (+6,8 %) et les services (+5,7 %), tandis que les biens non alimentaires progressent plus modérément (+3,6 %).

Parallèlement, selon les [Douanes](#) le commerce extérieur se contracte fortement, à 9,4 Mds USD sur la période, en recul de 21,9 % en g.a, sous l'effet d'une baisse des exportations à 5,4 Mds USD (-15,4 %) et d'un repli plus marqué des importations à 4,0 Mds USD (-29,0 %), conduisant à un excédent commercial de 1,4 Md USD, cependant en hausse par rapport à 723 MUSD un an plus tôt.

La structure des échanges reste concentrée, avec l'Italie absorbant 46,0 % des exportations (principalement d'hydrocarbures) et la Chine dominant les importations (26,8 %), devant la Russie et la Turquie (toutes deux à 13,1 %).

Azerbaïdjan : Annonce des dépenses de reconstruction

Selon le cadre budgétaire à moyen terme du ministère des Finances, l'Azerbaïdjan [prévoit](#) d'allouer 13,3 Mds AZN (soit 7,8 Mds USD) sur la période 2027-2030 pour la reconstruction des territoires recouverts. Cette enveloppe représenterait environ 24,3 % des dépenses totales d'investissement sur ces quatre années. Pour rappel, l'effort budgétaire dédié à la reconstruction des territoires s'est élevé à 22 Mds AZN (12,9 Mds USD) sur la période 2021-2025. Des dépenses de 3,5 Mds AZN (2,1 Mds USD) sont en outre prévues pour l'exercice 2026.

Géorgie : Conclusion de la mission du FMI au titre de l'article IV

Le FMI a présenté [ses conclusions](#) à l'issue d'une mission de consultation de deux semaines conduite entre le 25 mars et le 7 avril 2026 en Géorgie. Le Fonds relève la solidité des fondamentaux économiques géorgiens, avec une croissance du PIB réel atteignant 8,4 % g.a en janvier-février, contre 7,5 % g.a en 2025. Un ralentissement est néanmoins attendu à 5,3 % en 2026.

Le déficit courant s'est réduit à 2,6 % du PIB en 2025 mais pourrait atteindre 5,0 % en 2026 sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et d'un recul du tourisme. Les perspectives sont marquées par une forte incertitude liée aux tensions géopolitiques, affectant inflation, flux touristiques et conditions financières. Le FMI recommande ainsi aux autorités de renforcer la gouvernance de la Banque centrale et des entreprises publiques, et de poursuivre la conduite des réformes structurelles.

Géorgie : Rachat de Liberty Bank par BasisBank

[BasisBank](#), la quatrième banque du pays en termes d'actifs (4,7 % des actifs en février 2026) a racheté 95,99 % des parts de la troisième banque du pays, Liberty Bank (5,8 % des actifs). Le Directeur général de BasisBank, David Tsaava, prend ainsi la direction des deux institutions qui opéreront dans un premier temps de manière séparée. Le groupe chinois Hualing, localisé dans la province du Xinjiang, détient la majorité des parts de BasisBank depuis 2012. Liberty Bank était quant à elle détenue à part égale par Irakli Rukhadze, Benjamin Albert Manson et Igor Alekseev, fondateurs du fonds Hunnewell Partners, avant le rachat.

Géorgie : Hausse de l'inflation

Le [taux d'inflation](#) annuel a atteint 4,3 % au mois de mars 2026, ce qui correspond à une hausse de l'indice des prix à la consommation de 0,8% par rapport au mois de février. L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires, énergie et tabac) est néanmoins restée inférieure à la cible de 3,0 % de la Banque centrale, s'établissant à 2,4 % en mars. L'inflation mensuelle est portée par les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+0,9% g.m) et des transports (+2,9% g.m).

Marchés financiers turcs

Indicateurs	15/04/2026	var semaine	var mois	var fin 2024
BIST 100 (TRY)	14224,97	5,08%	8,46%	43,84%
Taux directeur de la CBRT	37,00%	0,00 pdb	0,00 pdb	-1050,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	36,22%	-4,00 pdb	-74,00 pdb	-87,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	29,98%	93,00 pdb	-64,00 pdb	250,00 pdb
Pente 2-10 ans	-624,00 pdb	97,00 pdb	10,00 pdb	337,00 pdb
CDS à 5 ans	237,90 pdb	-45,95 pdb	-36,58 pdb	-22,60 pdb
Taux de change USD/TRY	44,75	0,49%	1,22%	26,82%
Taux de change EUR/TRY	52,80	1,42%	3,51%	43,44%

Taux Forward	15/04/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 15/04/26	44,75	45,23	45,90	47,09	48,43	52,52	56,84	60,91
<i>Var en % (Vs.15/04/26)</i>	-	1,1%	2,6%	5,2%	8,2%	17,4%	27,0%	36,1%
Taux EUR/TRY FW 15/04/26	52,80	53,55	54,24	55,80	57,39	62,49	67,73	72,98
<i>Var en % (Vs.15/04/26)</i>	-	1,4%	2,7%	5,7%	8,7%	18,4%	28,3%	38,2%

Au cours de la semaine écoulée, les marchés turcs ont évolué dans une dynamique plus optimiste.

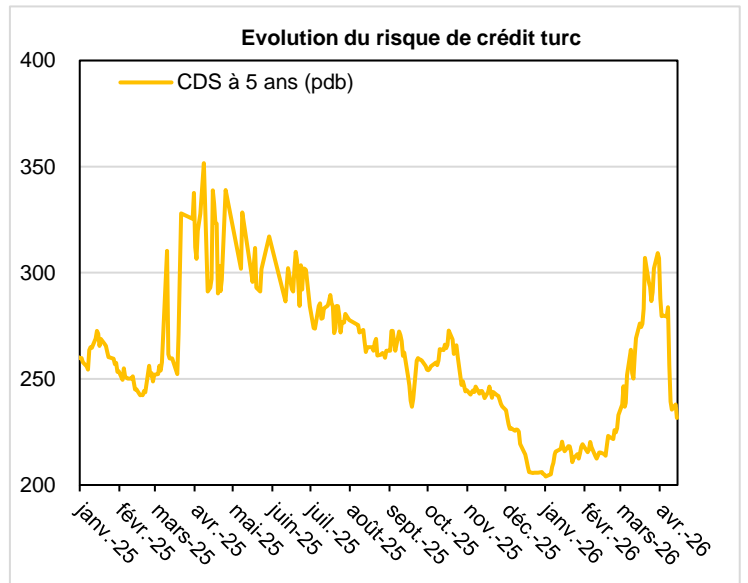
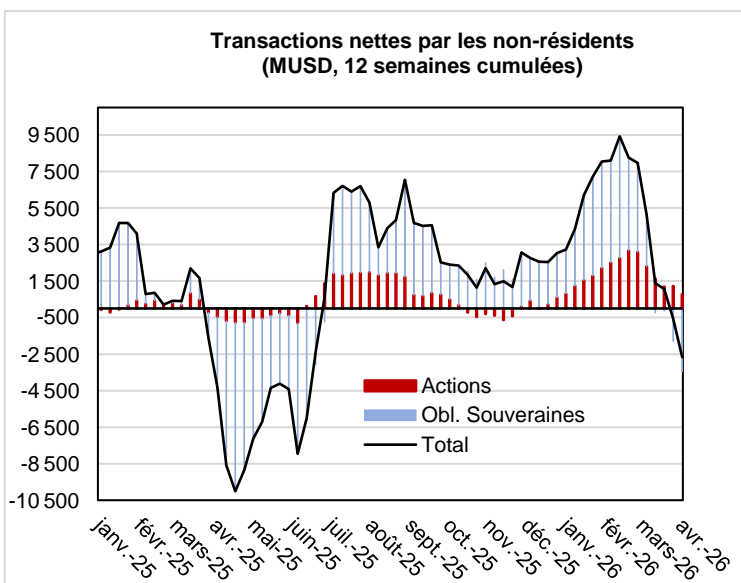
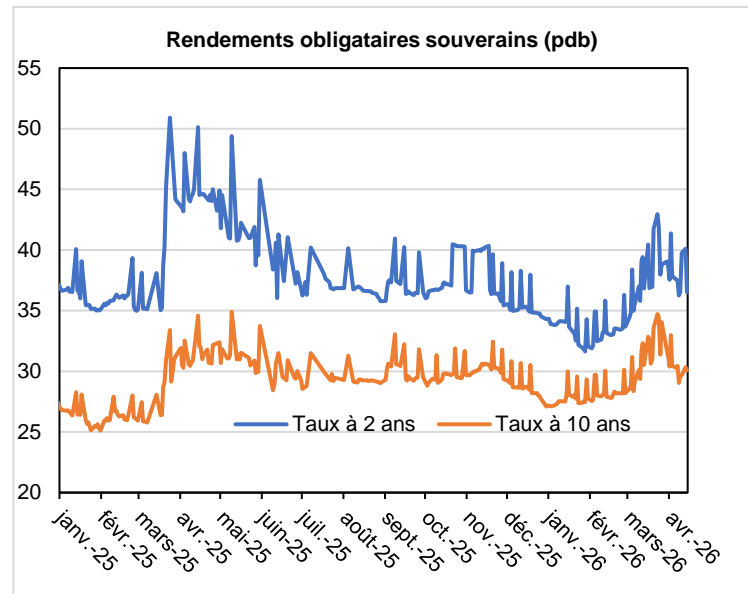
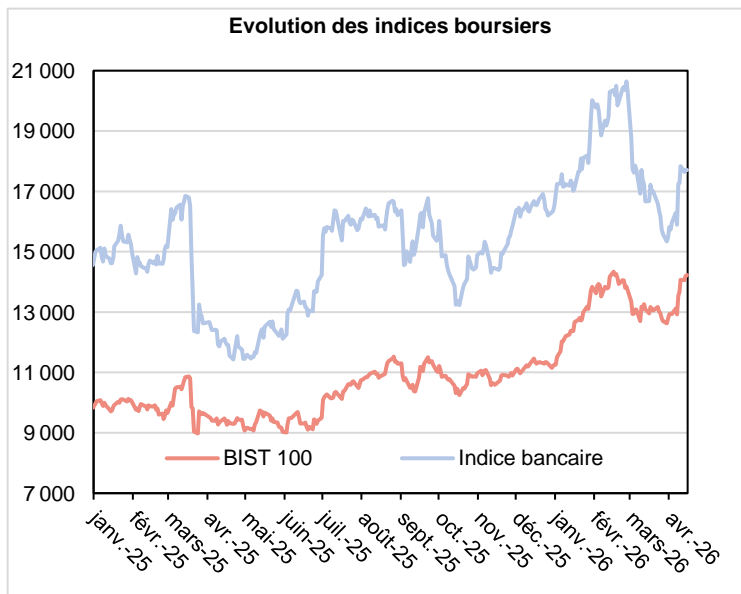
Les marchés boursiers ont amorcé un rebond : les indices BIST 100 et BIST bancaire progressaient respectivement de 5,1 % à 14 225 points et de 2,7 % à 17 712 points en g.h. au 15/04. Le BIST 100 a ainsi effacé l'ensemble des pertes enregistrées depuis le début du conflit en Iran, tandis que l'indice bancaire reste inférieur de 12,7 % à son niveau du 27/02.

Par ailleurs, les tensions sur les marchés obligataires et du crédit se sont atténuées : les taux à 2 et 10 ans s'établissaient respectivement à 36,5 % et 30,1 % le 15/04, contre un pic de 42,0 % et 35,0 %

le 24/03. Ils demeurent toutefois supérieurs de 280 et 190 pdb par rapport à la veille du conflit. Dans le même temps, le CDS à 5 ans, qui avait atteint un pic de 310 pdb. fin mars, est redescendu à 232 pdb. le 14/04, contre environ 210 pdb. avant le déclenchement des hostilités. En outre, l'aversion au risque des investisseurs étrangers semble s'être calmée : si ces derniers avaient cédé pour un total de 1,3 Md USD en actions et 6,9 Mds USD en titres souverains turcs entre le début du conflit et la semaine du 3 avril, les transactions sont redevenues positives – signalant des entrées de flux de portefeuille – la semaine dernière à +430 MUSD pour les actions et +713 MUSD pour les obligations.

La Banque centrale semble avoir engagé la reconstitution de ses réserves de change. Après un point bas à 35,0 Mds USD le 27/03, les réserves nettes sont remontées à 45,6 Mds USD le 03/04 puis à 55,5 Mds USD le 10/04. Hors swaps, elles atteignent 32,1 Mds USD le 14/04, contre un point bas de 18,3 Mds USD le 03/04 (calculs du SER), elles restent néanmoins inférieures de 59,2 % par rapport à leur niveau d'avant-guerre.

Enfin, si la TRY poursuit sa stabilisation (44,5 TRY/USD et 52,8 TRY/EUR), les taux *forward* continuent de progresser, atteignant 60,9 TRY/USD et 73,0 TRY/EUR pour les contrats à 1 an au 15/04.



Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Le groupe français CCPA renforce son ancrage en Turquie

Le groupe français CCPA, déjà implanté en Turquie depuis l'intégration de Beta Tarim en 2009, a conclu un accord pour [acquérir](#) une participation majoritaire dans Yem-Vit. Basée à Izmir, cette entreprise, fondée en 1987, produit des prémélanges et additifs pour volailles, ruminants et aquaculture, et exporte vers plus de 15 pays. Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'expansion internationale du groupe et vise à combiner l'expertise locale de Yem-Vit avec les capacités de R&D de CCPA, afin de renforcer sa compétitivité sur le marché turc et régional.

Turquie : Les jardins de loisir dans le collimateur des planificateurs fonciers

Un règlement publié au [Resmî Gazete \(4 avril 2026\)](#) instaure une planification plus contraignante de l'usage des terres agricoles et encadre les usages non productifs, avec des plans locaux définis selon les caractéristiques des sols et la disponibilité de l'eau. Les exploitants qui ne s'y conformeraient pas pourraient perdre l'accès aux aides publiques. Sans les viser explicitement, [le dispositif est interprété](#) comme ciblant les jardins de loisir, souvent assortis d'habitations légères, accusés de fragmenter le foncier et de détourner les terres de leur vocation agricole.

Géorgie : Publication des données préliminaires de production agricole en 2025

[Geostat](#) a publié des données préliminaires sur la production agricole dans le pays en 2025 : -15,6 % pour la production de fruits (hors raisin et agrumes) ; +8,9% pour les légumes ; +8,3 % pour les raisins. Les récoltes de blé et de maïs ont pour leur part diminué de respectivement 3,6% et 5,3%, à 143 700 tonnes (soit un cinquième de la consommation locale de blé) et 207 200 tonnes. La superficie agricole utilisée pour les cultures annuelles a enregistré un recul de 3,8% à 184300 hectares, le maïs représentant 35,4% de cette surface, contre 26,8% pour le blé et 13,0% pour l'orge.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Signature d'un MoU entre TotalEnergies et TPAO

TotalEnergies et Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO) ont [signé](#) le lundi 13 avril un Memorandum of Understanding (MoU) portant sur l'exploration en mer Noire ainsi qu'à l'international.

Turquie : Baisse des importations de gaz naturel en février

En février, les importations de gaz naturel de la Turquie ont diminué de 19,3 % en g.a. à 5,2 Mds de mètres cubes (dont 2,3 Mds m³ acheminé via des gazoducs et 2,9 Mds m³ par GNL) selon les données de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie ([EMRA](#)).

La Russie a été le principal fournisseur de gaz par gazoduc, avec 1,0 Md m³, suivi par l'Iran (803 M m³) et l'Azerbaïdjan (428 M m³). Pour les importations de GNL, les États-Unis se classent au premier rang avec 1,4 Md m³, suivi par le Nigeria (544 M m³), l'Algérie (385 M m³), la Guinée équatoriale (309 M m³), l'Angola (96 M m³), l'Australie (91 M m³) et Oman (80 M m³).

La consommation totale de gaz naturel dans le pays a diminué de 10,31 % en g.a. en février, pour atteindre environ 6,8 Mds m³.

Turquie : Ouverture à la circulation de la ligne ferroviaire longeant la Syrie

Le ministre des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloğlu, [a annoncé](#) que les travaux de réhabilitation des lignes ferroviaires Karkamış-Nusaybin (325 km) et Şenyurt-Mardin (25 km) sont achevés.

Jusqu'en septembre 2013, cette liaison assurait un train quotidien dans chaque sens entre Karkamış et Nusaybin. Mais l'intensification des combats en Syrie, en particulier autour du poste-frontière de Mürşitpınar, avait rendu son exploitation trop dangereuse et entraîné [l'arrêt](#) du trafic ferroviaire.

Avant sa fermeture, la ligne servait au transport de marchandises vers Mardin ainsi qu'au transit international via Nusaybin, d'où les cargaisons étaient ensuite acheminées par camion vers l'Irak. Elle constituait aussi un axe important pour les flux de marchandises vers l'Irak et la Syrie. En 2008, le transport ferroviaire vers les pays du Moyen-Orient avait dépassé 1 million de tonnes, avant de chuter à 159 000 tonnes en 2013 avec la fermeture des liaisons via la Syrie.

Selon les autorités, la remise en service de cette infrastructure doit renforcer la capacité du fret ferroviaire et soutenir l'intégration régionale. Les lignes Karkamış-Nusaybin et Mardin-Şenyurt viendront en outre compléter la future ligne Ovaköy-Nusaybin, prévue dans le cadre du projet de route du développement avec l'Irak.

Turquie : Accord ferroviaire avec la Jordanie et la Syrie

Le ministre turc des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloğlu, a [annoncé](#) mercredi 15 avril que la Turquie, la Syrie et la Jordanie se sont entendues sur la rénovation de leurs lignes ferroviaires, dans le cadre d'un projet régional reliant la mer Rouge à la Méditerranée, d'Oman et de l'Arabie saoudite jusqu'à l'Europe via la Jordanie, la Syrie et la Turquie.

Industrie, services et innovation

Turquie : Progression du marché pharmaceutique en valeur en février 2026

Selon l'Association des fabricants de produits pharmaceutiques de Turquie ([IEIS](#)), en février 2026, le marché pharmaceutique turc atteint 211 millions de boîtes (quasi stable, +0,1 % en g.a.) pour une valeur de 44,3 Mds TRY (+38,8 % g.a.), traduisant une progression nettement plus marquée en valeur qu'en volume. Les médicaments demeurent largement dominants dans la structure du marché. Cette dynamique est portée par les segments à forte valeur ajoutée : l'oncologie reste en tête avec 8,2 Mds TRY (+54,0 % g.a., après +26,0 % en janvier), tandis que les antidiabétiques poursuivent leur progression par rapport à 2025 à 4,0 Mds TRY (+69,0 % g.a., après +92,0 % en janvier).

Turquie : La licorne Insider prépare son introduction en bourse

La licorne turque [Insider One](#), active sur le segment des « MarTech » (technologies du marketing) a indiqué être engagée dans un processus d'introduction en bourse (IPO) et avoir constitué une équipe dédiée pour piloter cette opération. En parallèle, la société a déclaré un objectif de chiffre d'affaires annuel de 1,0 Md USD et annoncé un partenariat stratégique avec OpenAI, visant à intégrer des modèles avancés d'intelligence artificielle dans son écosystème, permettant une gestion de bout en bout des processus, de l'analyse des données à la production de contenu.

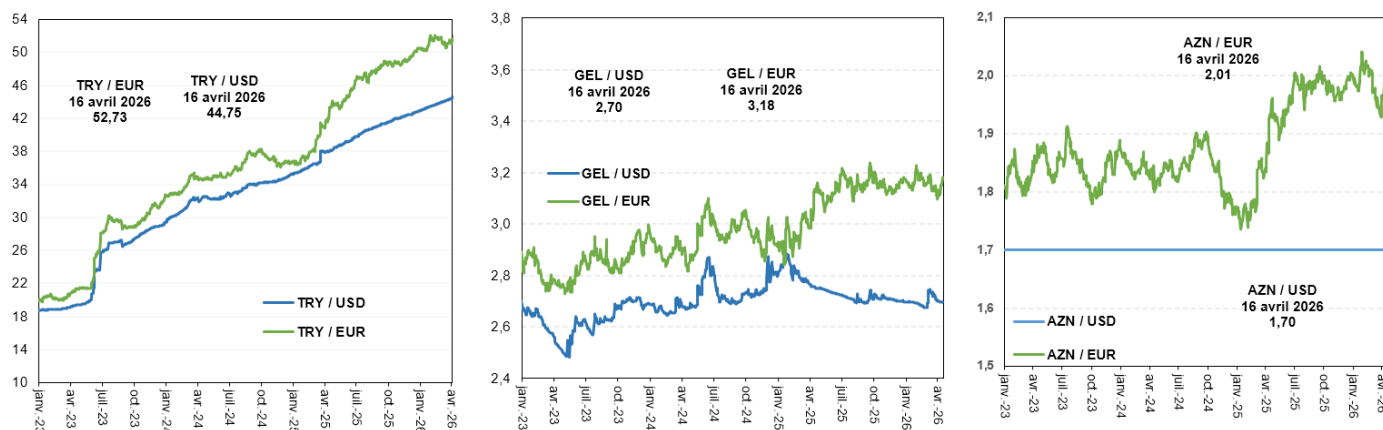
Turquie : Lancement d'une nouvelle zone industrielle à Edirne

Le ministre de l'Industrie et de la Technologie, Mehmet Fatih Kacir, [a annoncé](#) la création d'une nouvelle zone industrielle organisée (OSB) à Edirne, soutenue par un investissement en infrastructures de 400 MTRY (±7,6 MEUR). Une fois pleinement opérationnelle, cette zone devrait permettre la création de 2 500 emplois et offrir un cadre attractif pour les investisseurs, contribuant au développement économique de la région.

Azerbaïdjan : Coopération avec la Chine et l'Indonésie dans le domaine du capital – investissement

Le Fonds souverain d'Azerbaïdjan SOFAZ [s'est associé](#) à China Investment Corporation (CIC) et à l'Autorité d'investissement d'Indonésie (INA) pour lancer la plateforme de capital-investissement Galaxy Orientis. Officialisée le 13 avril à Pékin, cette alliance vise à stimuler les flux de capitaux à long terme entre la Chine et l'ASEAN. Le fonds a acté une première levée d'environ 520 MUSD, avec une cible de 1 Md USD.

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (moy. ann. : FMI, BM, OCDE ; fin d'année : Gouv./BC)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	3,4 % avr-26	3,5 % avr-26	2,2 % avr-26	2,5 % avr-26	5,3 % avr-26	5,0 % avr-26	28,6 % avr-26	21,4 % avr-26	6,0 % avr-26	5,1 % avr-26	4,4 % avr-26	3,0 % avr-26
Banque mondiale	2,8 % avr-26	3,8 % avr-26	2,0 % avr-26	1,8 % avr-26	5,0 % avr-26	5,5 % avr-26	18,0 % oct. 25	15,0 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,5 % oct. 25	4,5 % oct. 25
OCDE	3,3 % avr-26	3,8 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	26,7 % avr-26	16,9 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,8 % sept 25	4,3 % sept 25	2,9 % oct 25	3,3 % oct 25	5,0 % sept 25	5,2 % sept 25	16,0 % sept 25	9,0 % sept 25	4,8 % oct 25	4,7 % oct 25	3,3 % sept 25	3,0 % sept 25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv 26	2,9 % janv 26	4,9 % janv 26	5,1 % janv 26	16,0 % nov 25	9,0 % nov 25	5,5 % janv 26	4,0 % Janv 26	2,70 % janv 26	2,90 % janv 26

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr